

Le Courriel d'information

n°279 – Vendredi 02 Novembre 2001.

POUR UNE AUTRE MONDIALISATION

Dans ce numéro

Appel d'économistes pour une autre mondialisation

29 Octobre 2001

La prochaine conférence ministérielle de l'OMC devrait se tenir à Doha, au Qatar, du 9 au 13 novembre. Le projet de déclaration est inquiétant, car il exprime la volonté de l'OMC de faire passer en force un nouveau « round », tout en ignorant systématiquement les questions liées au développement.

A l'instigation des Etats-Unis, du Canada et de l'Union européenne, l'OMC réintroduit subrepticement les quatre « points de Singapour » (du nom de la dernière conférence de l'OMC), alors qu'une majorité de pays du Tiers monde ne souhaite pas les voir figurer à l'ordre du jour. Ces points, qui concernent l'investissement, la concurrence, la transparence des marchés publics et la libéralisation du commerce définissent le contenu d'un nouveau round, dont les pays du Sud ne veulent pas non plus.

Ainsi, la Tanzanie, au nom du groupe des « pays les moins avancés », a indiqué que les conditions d'une négociation sur ces quatre points « n'étaient pas mûres, car il s'agit de questions complexes dont les PMA ne sont pas en mesure de comprendre toutes les implications ». L'Inde souligne elle aussi que les conditions ne sont pas réunies pour l'ouverture de négociations qui conduiraient à l'établissement de « règles contraignantes » dans ces domaines.

Ces mêmes pays soulignent qu'ils ont pâti des accords commerciaux déjà conclus et demandent par exemple que soit abordée la question de l'accès aux marchés du Nord et, plus largement, que soient pris en considération les déséquilibres existant entre le Nord et le Sud.

En tant qu'économistes, nous ne pouvons que partager ces inquiétudes. Alors que les orientations de l'OMC visent en pratique au dumping social, il est urgent de mettre en œuvre une autre conception des échanges



internationaux, fondée sur des principes de solidarité, de coopération, et de commerce équitable. C'est de cette manière que l'on peut jeter les bases d'un développement durable, centré sur le respect des droits des salariés dans les pays du Nord et du Sud, sauvegardant l'emploi et les droits démocratiques pour tous les peuples, ainsi que les écosystèmes.

Plus précisément, nous nous prononçons en faveur des objectifs suivants, absolument absents du programme de l'OMC, et qui s'y opposent le plus souvent :

- le maintien et le développement des services publics dans les secteurs essentiels comme l'eau, la santé, la sécurité sociale, l'éducation, la culture et l'audiovisuel, les services de communication, les transports, le logement, l'énergie ;

- le respect du principe de précaution en ce qui concerne l'écologie, la santé publique et l'alimentation, et notamment en matière de production et distribution des OGM ;

- l'interdiction des brevets sur le vivant : plantes, animaux, micro-organismes et gènes ;

- la proclamation comme bien commun de l'humanité de l'eau, de l'air et du patrimoine génétique ;

- la modification des droits de propriété intellectuelle sur les produits pharmaceutiques au bénéfice des pays pauvres ;

- la reconnaissance et le droit à la préservation des activités agricoles de subsistance ;

- la prise en compte des énormes différences de productivité entre grandes zones géographiques, et la nécessité de gérer ces différences par un droit à la protection, dans le cadre d'un droit international renouvelé, fondé sur des politiques de développement et non sur le seul droit de la concurrence.

Une profonde réorientation nous paraît particulièrement nécessaire dans la période ouverte par les attentats du 11 septembre. La Banque Mondiale vient de publier, le 1er octobre, un document alarmant qui révise à la baisse le taux de croissance des pays en développement. Son président de la Banque, James Wolfensohn, a tiré la sonnette d'alarme : « Nous savons le coût humain des attentats perpétrés récemment aux Etats-Unis, qui ont causé la mort de citoyens de quelque 80 nations à New York, à Washington et en Pennsylvanie », a-t-il déclaré, « mais il y a un autre tribut humain, largement ignoré ; il sera payé par l'ensemble des pays en développement, et surtout par l'Afrique. Selon nos estimations, des dizaines de milliers d'enfants supplémentaires mourront partout dans le monde, tandis qu'environ 10 autres millions d'êtres humains risquent de se retrouver en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de un dollar par jour pour vivre, en raison des attaques terroristes. Tout simplement parce qu'ils auront perdu leurs sources de revenu. Et bien plus nombreux encore sont ceux qui basculeront dans la pauvreté si les stratégies de développement sont compromises. »

Le samedi 10 novembre sera une journée de manifestations à l'échelle internationale. Nous nous associons à cette initiative et nous nous saisirons de cette occasion pour interpeller l'opinion et les autorités européennes sur la base des exigences suivantes à l'égard de l'OMC :

- le refus d'un nouveau cycle de libéralisation et de toute extension des pouvoirs et domaines de compétence de l'OMC ;

- une évaluation, avec la pleine participation des associations citoyennes, du bilan, ainsi que des règles et pratiques de cette organisation depuis sa création ;

- l'Intégration de l'OMC, comme institution spécialisée, dans un dispositif institutionnel global visant à mettre en oeuvre une politique mondiale de lutte contre la pauvreté et pour le développement ;

- sa subordination aux chartes internationales comme la Déclaration universelle des droits de l'homme, et aux conventions internationales relatives aux droits économiques, sociaux et culturels et aux normes sanitaires et environnementales.

Cette subordination doit se traduire concrètement, en particulier par des modalités de contrôle de toutes les activités et décisions de l'OMC par des organes indépendants (issus du BIT pour les droits économiques et sociaux) et démocratiques chargés de vérifier leur totale compatibilité avec les textes mentionnés. Cette subordination doit aussi se traduire par la possibilité de contester toute décision de l'OMC devant une juridiction indépendante de l'OMC, ce qui n'est pas le cas actuellement.



Contact : Michel Husson, hussonet@free.fr 01.48.15.19.06

Premiers signataires

Tony Andréani (sciences politiques, Univ.Paris VIII). - Mikaël Balabane, (Univ.Paris XIII) - Mireille Bardos (économiste) - Jacques Bournay - Nicolas Béniès (économiste) - Christian Berdot-Mair (Les Amis de la Terre) - Marc Bonhomme (économiste, Québec) - Lino de Carvalho (économiste et député, Portugal) - Odile Castel (Univ.Rennes I) - Pierre Concialdi (économiste, Réseau d'Alerte sur les Inégalités) - Nathalie Corade (ENITA, Bordeaux). - Albano Cordeiro (CNRS) - Laurent Cordonnier (Univ.Lille I) - Pierre Cours-Salies (Institut d'études européennes, Univ.Paris VIII) - Christine Delphy (directrice de Nouvelles Questions féministes) - Hélène Delorme (politologue, CERI, Fondation nationale des sciences politiques) - Anne Dufresne (Observatoire social européen) - Pierre Duharcourt (Univ.de Marne la Vallée). - Alain Gély - Dominique Guibert - Janette Habel (Univ.Marne-la-Vallée) - Jean-Marie Harribey (Univ.Bordeaux IV) - Françoise Hatchuel (Univ. Paris X, revue EcoRev) - Jörg Huffschmid (Univ.de Brême) - Michel Husson (Conseil scientifique d'Attac) - Esther Jeffers (Univ.Paris VIII) - Bruno Jetin (Univ.Paris XIII) - Isaac Johsua (Univ.Paris XI) - Catherine Lévy (sociologue) - Dominique Lévy (directeur de recherches CNRS) - Francisco Louçã (économiste et député, Portugal) - Michael Löwy (directeur de recherches CNRS) - Yannick Lung (économiste, Univ.Bordeaux IV) - Gustave Massiah (AITEC) - Antoine Math - Jacques Mazier - Denise Mendez - Pedro Montes (Présidence fédérale de Izquierda Unida, Etat espagnol) - El Mouhoub Mouhoud (Univ.Paris Nord) - Martino Nieddu (Univ.Reims) - Jacques Nikonoff (Univ.Paris VIII) - Daniel Perraud (INRA) - Evelyne Perrin (AC!) - Claude Piganiol-Jacquet (Univ.François Rabelais de Tours) - Dominique Plihon (Univ.Paris XIII, Conseil scientifique d'Attac) - Christophe Ramaux (Univ.Paris I) - Pierre Salama (Univ.Paris XIII) - Catherine Samary (Univ.Paris IX Dauphine) - Catherine Sauviat (économiste) - Dominique Sicot (journaliste économique) - Jacques Texier (philosophe) - Bruno Théret - Eric Toussaint (CADTM, membre Conseil Scientifique d'ATTAC) - Stéphanie Treillet (IUFM Créteil) - Pierre Volovitch (économiste de la santé) - Arnaud Zacharie (CADTM)

POUR EN SAVOIR PLUS & PARTICIPER : A l'occasion des mobilisations qui s'organisent dans le monde entier pour les 9 et 10 novembre contre un Nouveau Cycle de négociations à l'occasion de réunion de l'OMC à Doha (Qatar), nous vous invitons à consulter le site Internet qui est spécialement dédié à cet événement: http://attac.org/nonewround Les appels, les analyses, les documents officiels, les rendez-vous, un quotidien sur l'OMC (inscription dès l'entrée du site)

Brèves d'OMC

Par omc.marseille@attac.org

A- L'Ex-Im Bank va explorer les moyens de soutenir les exportateurs US dans le programme de privatisation pakistanias dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'industrie pétrolière et gazière. De memedans le financement des transactions pour le soutien des exportations d'avions commerciaux vers le Pakistan.

B- A la Conférence interaméricaine de l'OIT

45 % de la population latino-américaine et des Caraïbes vit en état de pauvreté : Bien avant les attentats aux USA, on prévoyait déjà une réduction de la croissance passant de 3,9 à 1,3 %; le chômage de l'ordre de 10 % au début de la dernière décennie du siècle et qui était revenu à 7,8 % en 95 est remonté à 9,5 % aujourd'hui; 35 % des gens n'ont aucune couverture sociale (source BIT).

Ce qui n'empêche le Ministre canadien du Commerce d'affirmer au même moment : "Selon une récente enquête du Gouvernement australien, la globalisation a aidé à réduire la pauvreté dans le monde ces trente dernières années...Jusqu'ici les politiques se sont focalisées sur la partie financière, mais la région est arrivée à la limite de l'ajustement structurel"

Des solutions pourraient être apportées en aidant les petites entreprises, le marché domestique et en développant l'éducation"

C- Division au sein de l'UE concernant l'Adpics

Lors de la réunion du Comité 133 à Bruxelles le 12/10/2001, la proposition de la Commission pour l'adoption d'une position plus souple en matière de licences obligatoires selon l'Adpics, a été rejetée

L'industrie pharmaceutique a fait savoir que l'opposition à cette proposition émanait principalement de l'Allemagne et du Royaume-

Uni, dont les laboratoires ont le plus à perdre par l'adoption de cette proposition.

Les PED, conduits par le Brésil et l'Inde, veulent que les dispositions de l'Adpics permettant l'usage des licences obligatoires soient interprétées d'une façon permettant de telles licences en cas d'urgence nationale ou d' "extrême urgence" sans tentative préalable de négociation avec le détenteur du brevet et autorisant le gouvernement à considérer valable une licence obligatoire émanant d'un autre Etat membre.

Les USA et la Suisse, qui abritent quelques-uns des plus grands laboratoires, s'opposent à une déclaration à ce sujet et s'en tiennent à leur position affirmant que l'Adpics contient déjà les dispositions permettant aux gouvernements la souplesse nécessaire pour assurer l'accès aux médicaments pour faire face au sida et à d'autres pandémies

D- L'industrie pharmaceutique estime que Bruxelles va trop loin dans le sens de la position des PED.

On pense que cette proposition d'assouplissement des règles de l'Adpics a été faite dans le souci d'amener davantage de pays du Sud à soutenir le lancement d'un nouveau Round.

Les conditions mises par l'UE prévoyaient pourtant l'interdiction de la réexportation des médicaments et que la demande ne puisse être satisfaite par les producteurs locaux.

Une autre condition veut qu'un pays ne puisse émettre de licences obligatoires s'il bénéficie déjà de conditions spéciales de tarification plus basses que la rémunération normalement due au détenteur du brevet

E- Les européens confrontés aux autres membres de l'OMC sur l'environnement

L'UE, soutenue par la Norvège, la Suisse et d'autres pays de l'Est européen, a déclaré qu'il existait chez elle une opinion publique importante s'intéressant à l'environnement à laquelle elle est tenue d'apporter des réponses et qu'elle était disposée d'apporter autant de mesures de sauvegarde contre le protectionnisme que les autres membres le désiraient. L'Australie, qui a le soutien de beaucoup d'autres pays, accuse l'EU de chercher à affaiblir les règles de l'OMC en voulant "clarifier" les accords.

On pourrait s'acheminer dans un texte révisé de la Déclaration diffusée le 26 septembre vers un texte de compromis inspiré par les USA et Hongkong suggérant un processus à deux étages pour cette question. Le premier consisterait en une phase d'étude et d'analyse d'ici à la prochaine Conférence de 2003. Les membres décideraient alors d'engager ou non une négociation sur ce sujet. L'Eco étiquetage pourrait en faire partie.

Une réunion des ministres européens de l'environnement devrait très prochainement avoir lieu qui devrait décider si cette disposition de la Déclaration peut être acceptée par les Etats membres.

F- L'Anthrax et l'Adpics

Le lien entre l'Adpics et l'accès aux médicaments essentiels continue de retenir fortement l'attention du public après que le Canada a très récemment fait abstraction du brevet de Bayer couvrant un antibiotique, le Cipro, destiné au traitement de l'anthrax afin de pouvoir acheter une version générique produite localement, alors que Bayer assurait qu'il était capable de répondre à la demande. Le Canada est toutefois accusé de double langage, puisqu'il avait activement participé à la défense des brevets des labo. pharmaceutiques dans le traitement du sida dans les PED. Les USA ne s'y sont pas trompés et ont critiqué la position du Canada (qui a finalement décidé d'acheter le médicament de Bayer), craignant qu'elle ne serve à affaiblir leur position quant à l'usage des licences obligatoires en cas d'urgence nationale. Une coalition US a toutefois exigé que les USA suive l'exemple canadien, estimant qu'une décision de ne pas fournir de médicaments génériques empêcherait les Américains pauvres d'obtenir le Cipro. Le Dr du Programme sida brésilien a déclaré : " J'espère que ce cas [de l'anthrax] les fera réfléchir sur notre position qui veut que les licences obligatoires soient un instrument absolument légitime".

G- A Genève, les Etats campent sur des positions diamétralement opposées au sujet de l'Adpics.

Les USA ont soumis une nouvelle proposition suggérant d'étendre la période transitoire jusqu'en 2016 pour les PMA avant d'appliquer les accords. Ils proposent en outre un moratoire de 5 ans avant que ne puisse être présenté à l'ORD un litige sur l'application par les PED de l'Afrique sub-saharienne destinée à améliorer

l'accès aux médicaments pour le traitement du sida et d'autres pandémies.

Cette proposition est toutefois considérée comme plus étroite et même plus restrictive que les options déjà à la disposition des PMA, tel que le droit selon l'Art.66 de demander une extension à la fin de la période transitoire se terminant en 2005.

L'UE pour sa part propose que les PED prennent des dispositions pour empêcher les médicaments moins chers de se retrouver sur les marchés des pays développés.. Les PED craignent que cette disposition restreigne les options de l'Adpics, qui ne mentionne pas une telle obligation.

H- 13e Rencontre des parties au Protocole de Montréal sur les substances réduisant la couche d'ozone :

Le Protocole est souvent cité comme l'accord multilatéral sur l'environnement le plus abouti à ce jour; il contient plusieurs mesures restrictives au commerce; il se trouve donc en première ligne des discussions qui ont lieu sur l'incompatibilité entre accords de l'OMC et accords multilatéraux sur l'environnement restreignant le commerce. Les substances réduisant l'ozone ont presque totalement été éliminées dans les pays développés. Les avancées futures du Protocole reposeront donc sur la capacité des PED à se conformer à leurs obligations dans ce domaine. La plupart d'entre eux s'y conforment déjà; 25 des 136 PED néanmoins ont augmenté leur consommation des ces substances; et un sa production.

Plusieurs PED et le Dr Adjt du PNUE ont fait ressortir les obstacles mis à leur application dans les PED, tel que le coût réduit des CFC, le coût élevé des projets alternatifs et le maintien des exportations de produits à base de CFC vers les PED.

Un des défis majeurs porte sur le commerce illégal; la production illégale a été déclarée comme partiellement responsable du maintien de prix bas des CFC.

I- L'Europe pourrait faire éclater la solidarité entre pays ACP :

Les efforts actuellement réalisés par la Commission européenne pour participer à des Accords de Partenariat Economiques Régionaux avec des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) ayant pour base l'Accord de Cotonou et couvrant entre autres le riz, les bananes et le sucre) est considéré par certains, notamment les pays Caraïbes, comme une menace pouvant faire éclater la solidarité entre ces pays.

Groupe « Traités internationaux » de Marseille. Omc.marseille@attac.org

Nouvelles d'Amérique latine

Argentine

Il est indispensable de changer de cap pour sortir de la crise

par Naúm Minsburg (*)

Les nouvelles quotidiennes sont franchement stupéfiantes. La chute des indicateurs économiques atteint des niveaux extrêmement préoccupants, la récession ou plutôt la crise atteint dorénavant une durée de bientôt quatre ans de baisse continuelle de la production.

Les indicateurs sociaux, hélas, ne sont pas en reste. Le chômage augmente, ainsi que la paupérisation de secteurs de plus en plus amples, ce qui a pour conséquence logique de diminuer dramatiquement la consommation et influe fortement sur l'économie nationale.

Pendant que tout cela se produit, nous assistons à la paralysie de la capacité gouvernementale à prendre des décisions anticycliques. Seul Domingo Cavallo, quotidiennement confirmé à son poste, continue à appliquer sa politique du " davantage de la même chose " : payer les intérêts de la dette " éternelle ", " mégaéchange " sous roche, continuer à chercher encore et encore de nouvelles privatisations, prendre le contrôle de nouveaux secteurs de l'activité gouvernementale (Caro Figueroa à l'AFIP, tout cela pour exhiber en septembre une des chutes les plus spectaculaires des bénéfices), et promettre infatigablement qu'" en persévérant sur cette voie nous triompherons ". Le résultat le plus évident, c'est que les seuls " triomphateurs " sont les " marchés ".

Notre pays délibérément appauvri – à travers l'application depuis des années et par les mêmes intervenants de politiques socio-économiques contraires aux intérêts nationaux – se trouve plongé dans le cercle vicieux classique provoqué par l'application constante de l'ajustement récessif.

Ce cercle vicieux de la récession consiste : en une baisse de la consommation (il est clair qu'avec une masse de 14 millions de personnes



en deçà du seuil de pauvreté, il n'y a ni ne saurait y avoir d'augmentation de la demande), une destruction accentuée de l'appareil de production, une chute constante de l'investissement, une baisse des recettes et une augmentation incontrôlée de l'évasion fiscale, une augmentation du déficit et de nouveaux ajustements. C'est une spirale infernale qui peut se dérouler à l'infini. Voilà plus ou moins la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

Comme nous l'avons souligné dans notre article de BAE du 10/08/01, “ Les marchés demanderont toujours plus d'ajustements à l'Argentine ”, mais bien que la conjoncture actuelle soit grave, il y a pire encore. Nous sommes la proie d'une attaque spéculative de grande ampleur de la part des “ marchés ” qui parient contre le pays en recherchant une dévaluation irresponsable et incontrôlée de notre monnaie pour pouvoir ensuite se rallier à la dollarisation, ce qui ne ferait qu'asphyxier davantage encore notre situation économique déjà si délicate.

Tout indique que le “ modèle ” est épuisé. Et ses axes principaux : convertibilité, privatisations et endettement extérieur doivent être radicalement modifiés dans un sens progressiste, en réponse à la clameur de la grande majorité des Argentins. La convertibilité à taux de change fixe (facteur qui a contribué à la destruction d'une grande partie du secteur productif en augmentant exagérément le chômage) ne peut ni ne doit se perpétuer.

Voilà des années que nous demandons que la parité de notre monnaie (une des très rares au monde à ne pas fluctuer) soit établie à partir d'un "“ panier ” de monnaies incluant le dollar, l'euro, le yen et le real, dans la mesure où notre commerce extérieur doit se projeter dans le monde entier, et où il est bien évident que la monnaie de notre principal client et associé au sein du Mercosur doit y figurer. Bien entendu, la sortie de la convertibilité doit être progressive et très contrôlée, en instituant un “ plafond ” d'un montant déterminé pour les secteurs en difficulté qui ont des dettes hypothécaires ou pour l'achat de biens.

Il est indispensable de mettre fin aux privatisations ou tertiairisations de tâches non cessibles que l'Etat doit accomplir efficacement, particulièrement dans le secteur de la santé ou des retraites.

Le point fondamental à mettre en œuvre, c'est la suspension des paiements des intérêts de la dette extérieure, qui constituent rien moins que 25% du budget national.

La mise en œuvre de cette mesure doit être immédiate, comme le réclame la majorité de la population, tout comme le démarrage de sérieuses négociations concernant la reprogrammation de la structure de la dette, avec une forte remise de son montant que des économistes nord-américains du staff de George W. Bush eux-mêmes ont évaluée à 30 à 40%, ainsi qu'une baisse substantielle des intérêts et une période de grâce de deux ou trois ans de non-paiement des intérêts ni du capital.

Cette véritable épargne de capital doit être destinée à la relance efficace de notre économie.

Nous avons souligné à plusieurs reprises que lorsque Franklin D. Roosevelt est devenu président des Etats-Unis, son pays se trouvait plongé dans la plus grave crise de l'histoire, produite par la dépression des années 30. Avec un pragmatisme enviable, il abandonne alors la politique orthodoxe de ses prédécesseurs et utilise la puissance de l'investissement public qui, comme on sait, entraîne l'investissement privé pour dynamiser l'économie en réalisant d'importants travaux d'infrastructure, baisse les taux d'intérêt, suspend les exécutions hypothécaires, suscite l'emploi, etc. Il ne s'inquiète pas du déficit budgétaire et fait en quelques années des Etats-Unis la puissance mondiale.

Les gourous au service de l'establishment ont répondu qu'il s'agissait d'un autre monde, qu'à présent nous sommes “ globalisés ”. Une globalisation de la misère pour l'immense majorité de la population de la planète, et d'énormes richesses pour les entreprises multinationales et quelques rares individus : 225 multimillionnaires accumulent une richesse équivalente à celle détenue par deux milliard et demi de personnes, constituant 47% de la population mondiale. Voici deux ans à peine, il fallait prendre en compte la fortune de 358 multimillionnaires pour parvenir au même montant (1).

Mais il est exact qu'il s'agissait d'un autre monde. En 1939, ce qui allait être la seconde guerre mondiale avait commencé, de laquelle les Etats-Unis émergeraient en tant que grande puissance.

Nous sommes à présent en 2001, espérons que ce ne soit pas pendant une autre guerre, et le gouvernement actuel des Etats-Unis est composé de fonctionnaires appartenant à l'Idéologie orthodoxe la plus profonde. Face à la crise économique et désormais au facteur militaire pour leur pays, ils n'hésitent pas à changer de politique et à prendre un train de mesures visant à stimuler la consommation, facteur principal de la récession, et donnent priorité à l'Intervention de l'Etat pour faciliter l'Issue de la crise.

Le gouvernement argentin doit, une bonne fois pour toutes, décider d'en finir avec cette crise terriblement appauvrissante et prendre avec détermination les mesures suggérées dans cet article, certain que nous pourrons alors quitter la voie de l'appauvrissement sur laquelle nous avons été entraînés délibérément et sans pitié.

(1) P.N.U.D. Rapport sur le Développement Humain 1998
(*) Economiste. Membre du Conseil Académique d'ATTAC- Argentine E mail: naumin@netizen.com 4/10/01

Amérique Centrale

Un million et demi de personnes toujours en situation d'urgence due à la famine en Amérique Centrale.

En Amérique Centrale, 1,6 millions de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire urgente à cause des sécheresses récentes, des tremblements de terre, du cyclone Mitch et de la chute des prix du café, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Les 34 millions d'habitants de la région souffrent des conséquences économiques dérivées de cinq ans de désastres naturels auxquels s'ajoutent la récente crise du café qui laisse des milliers de peones des plantations sans emploi, et plus de 360.000 personnes sans récolte.

Selon Action Contre la Faim <http://www.achesp.org/>, 26% de la population d'Amérique Centrale vit avec moins d'un dollar par jour. Pour le directeur de cette ONG, Olivier Longué, " le Guatemala et le Honduras sont les pays les plus affectés. De plus les femmes, particulièrement les femmes enceintes, les enfants et les vieillards sont les plus vulnérables dans cette situation ". Selon cet expert, " La Journée Mondiale de l'Alimentation qui se célèbre le 16 octobre prochain va se transformer en Journée Mondiale de la Faim, car celle-ci progresse dans le monde entier. L'échec international en la matière se reflète dans la réapparition de la faim dans les pays développés, où elle affecte 34 millions de personnes. Action Contre la Faim a entrepris une campagne de collection de dons en vue de contribuer à affronter la situation d'urgence en Amérique Centrale. AMD Press.

Colombie

Les Etats-Unis préparent une stratégie antiterroriste pour la Colombie.

Dans les jours à venir, les Etats-Unis dévoileront officiellement une nouvelle " stratégie antiterroriste " pour la Colombie et les autres pays de la région andine, afin de resserrer l'étau autour des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (Farc), l'Armée de Libération Nationale et les Autodéfenses Unies de Colombie (Auc).

Cette stratégie prendra la forme d'une aide supplémentaire à l'Initiative Régionale Andine, un plan de 730 millions de dollars pour affronter le trafic de narcotiques dans la région qui est en ce moment examiné au Congrès

" Mon bureau travaille avec les différentes agences gouvernementales pour définir une stratégie antiterroriste pour la Colombie et les autres pays andins. Cette stratégie a pour vocation de compléter le Plan Colombie approuvé l'an passé et l'Initiative Régionale Andine (IRA) qui est examinée cette année ", a déclaré l'ambassadeur Francis Taylor, coordinateur des affaires de terrorisme du Département d'Etat.

Cette aide constituera la première action directe des Etats-Unis pour affronter le terrorisme dans l'hémisphère occidental après les attentats contre Washington et New York.

El Tiempo, Bogota.

Equateur

CONAIE: La construction de l'Etat Plurinational.

ALAI-AMLATINA, Quito (10/10/2001).- C'est par un appel à l'unité et la condamnation des politiques néolibérales que la Confédération des Nations Indigènes de l'Equateur (CONAIE) a formellement ouvert le mardi 9 octobre le premier Congrès des Nations et des Peuples Indigènes, grâce auquel elle souhaite effectuer un saut qualitatif dans sa structuration interne, dans l'espoir de continuer à " construire l'Etat



Plurinational ", comme le décrit le thème de l'événement.

Ignorés pendant cinq siècles, les peuples indigènes ont fait irruption sur la scène publique equatorienne par le " relèvement " de 1990. A partir de ce moment, le mouvement indigène a progressivement, grâce à d'autres " relèvements ", réussi à devenir un protagoniste important de la vie nationale, avec la CONAIE pour référent. La conformation de cette organisation s'est basée jusqu'à présent sur un schéma fédérateur d'instances provinciales – en accord avec l'ordonnancement politique en vigueur dans le pays. Mais ce Congrès a précisément été convoqué pour redéfinir cette modalité en termes de reconnaissance des nations et des peuples indigènes.

Il s'agit d'un événement qui se situe dans une trajectoire tout en étant fondateur. Une occasion d'évaluer, de confronter les divergences et de tracer des pistes vers l'avenir. En tenant compte des tensions internes existantes, la constante des interventions de la cérémonie inaugurale fut de reconnaître la nécessité de fortifier l'unité des peuples indigènes et de l'ensemble du peuple, tout comme fut unanimement condamnée l'orientation néolibérale du gouvernement du président Gustavo Noboa.

En fin de compte, les critiques de la dollarisation qui place l'Equateur dans une situation de pays néocolonisé furent nombreuses, ainsi que les critiques des privatisations qui non seulement entraînent la perte du patrimoine national, mais aussi l'accroissement pervers de la corruption – l'Equateur étant le second pays le plus corrompu de la région ; critiques de la dette extérieure qui représente près de la moitié du PIB, du " pharisianisme " des élites qui font pression pour que l'Etat abandonne ses responsabilités sociales, mais qui en même temps lui demandent de payer les factures résiduelles de leurs escroqueries, comme dans le cas dramatique du soi-disant " sauvetage bancaire " ; critiques de l'absence totale de représentativité et de légitimité des gouvernants actuels subordonnés aux intérêts des grands monopoles internationaux. Sur le plan international, le rejet de la violence terroriste qui a secoué les Etats-Unis le 11 septembre dernier fut exprimé, de même que celle à laquelle ce pays a recouru dans sa logique guerrière pour se venger, perdant ainsi tout sens de la justice.

Le 12 octobre prochain, lorsque cet événement prendra fin, on saura quel est l'avenir de ce mouvement qui, pour l'instant, est le plus important de ce pays andin.

Service d'information "Alai-amlatina"

Agence Latino-américaine d'information

info@alai.ecuanex.net.ec URL: http://alainet.org

Première parution Correo Informativo informativo@attac.org
Traduction Nicolas Founier, traducteur bénévole coorditrad@attac.org

La marche des femmes continue

Un an après la manifestation devant l'ONU à New-York, la 3e Rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes s'est tenu à Montréal du 2 au 6 octobre 2001.

Des délégations venues de 35 pays se sont retrouvées et ont décidé de poursuivre la Marche Mondiale des Femmes. Les problèmes de pauvreté et de violences envers les femmes non seulement n'ont pas diminué mais continuent d'augmenter. Les pouvoirs politiques tant au niveau national que mondial manifestent une absence de volonté politique quant à l'application des grandes conventions et protocoles internationaux; les décideurs économiques interpellés par la Marche (Banque mondiale et Fonds monétaire international) ne remettent pas en cause leurs orientations et leurs actions.

La Marche mondiale des femmes a suscité un grand espoir ; elle a permis qu'émerge un mouvement mondial des femmes. Toutes ces raisons ont poussé les déléguées à conclure leur travaux en réaffirmant :

Nous déclarons que nous sommes déterminées plus que jamais à continuer à marcher ensemble et dans tous les continents parce que nous avons la certitude qu'un autre monde est possible.

NOUS DÉCLARONS QUE LA MARCHE MONDIALE DES FEMMES CONTINUE! "

Sur la situation internationale, un appel unanime a été adopté :

Après les attentats de New-York et Washington

Appel de la Marche mondiale des femmes pour construire un monde égalitaire, solidaire, démocratique et pacifique.



Nous, les femmes de la Marche mondiale, sommes entrées dans le troisième millénaire en marchant contre la pauvreté et contre toutes les formes de violences envers les femmes parce que ces deux plaies défigurent l'humanité, la fragilisent, engendrent des réactions terribles de haine, de cruauté, de désespoir et bloquent tout espoir de vivre dans un monde solidaire, égalitaire, pluraliste, pacifié et pacifique. Dans tous les pays nous avons marché contre les injustices, l'ignorance, les violences, les intégrismes, le racisme, les discriminations, les exclusions, les guerres, et contre tous ces maux qui servent de terreau à tous les terrorismes.

Nous, déléguées de 35 pays et territoires, réunies à Montréal, pour la 3e rencontre internationale de la Marche Mondiale, condamnons encore une fois et avec la plus grande vigueur tous les actes terroristes perpétrés sur la planète dont ceux du 11 septembre constituent une barbarie de plus. Les milliers de citoyennEs tuéEs sauvagement dans ces attentats rejoignent les milliers et les milliers de personnes civilEs innocentEs qui, bien avant le 11 septembre, ont été elles aussi rayéEs brutalement de l'humanité, victimes d'actes terroristes tout aussi barbares, de guerres abusivement qualifiées " d'humanitaires " ou guerres de " basse intensité ", de violences étatiques, de blocus économiques, d'occupations, de colonialismes, de génocides, d'oppressions patriarcales (crimes " d'honneur ", violences domestiques, mutilations génitales, trafic sexuel), de faim, de misères engendrées par les inégalités intolérables du système économique mondiale. Notre compassion va à toutes les victimes et à tous leurs proches.

Nous, femmes de la Marche mondiale, nous nous sommes présentées devant l'ONU il y a exactement un an pour dénoncer vigoureusement les multiples guerres sales qui ravagent nos peuples. Nous avons identifié clairement les acteurs qui mènent le jeu et dont les intérêts se renforcent mutuellement : grandes puissances, industrie de l'armement, compagnies transnationales, gouvernements corrompus, dictateurs, intégristes religieux, crime organisé, marchands de drogues. Nous nous sommes présentées comme les témoins vivants des violences et des injustices subies par des milliers de femmes en raison de conflits armés. Nous avons crié : Les femmes de la planète ne veulent plus mettre au monde des enfants pour la guerre. Nous avons réclamé le respect des droits humains, l'application de toutes les Conventions de l'ONU, le règlement politique négocié de ces conflits. Nous n'avons pas été entendues.

Aujourd'hui, alors que nous assistons au retour en force des guerriers de tout genre, notre voix s'élève plus forte encore, pour rappeler :

- la poudrière que constituent l'occupation par Israël des territoires palestiniens, leur utilisation des événements du 11 septembre pour légitimer et accentuer les agressions contre le peuple palestinien, leur refus de travailler à une solution politique négociée du conflit selon les résolutions de l'ONU;

- la durée, l'ampleur, l'intensité des tragédies du Rwanda, de l'Angola, du Burundi, de la Sierra Leone, de la République démocratique du Congo, du Libéria, du Soudan, de l'Étiopie, de l'Érythrée, du Sri Lanka;

- les massacres en Algérie; les horreurs vécues au Timor oriental; la situation au Mexique et en Indonésie (Mollukken);

- le sort des prisonnierÈs politiques qui agonisent dans les prisons turques, marocaines, latinoaméricaines et dans tant d'autres prisons à travers le monde;

- l'impact sur les populations civiles des conflits dans les Balkans, au Kurdistan, en Géorgie, en Tchéchénie et dans tant d'autres pays. - les fragilités et les ratés du processus de paix en Irlande du Nord.

Nous ressentons dans notre chair les violations sans nom que les Talibans imposent aux femmes afghanes depuis déjà une décennie, en toute impunité et forts de l'inaction complice de la communauté internationale. Les femmes de Birmanie, d'Iran, d'Irak, du Pakistan ne connaissent pas un meilleur sort. Nous savons les conséquences sur les populations latino-américaines du Plan Colombie orchestré et financé par les États-Unis. Nous redisons notre indignation face à la situation d'oppression vécue par les peuples autochtones partout à travers le monde. Nous portons en nous tous les conflits du monde. Nous ne voulons plus de guerre.

Nous, femmes de la Marche mondiale, manifestons donc notre totale opposition à l'utilisation d'une intervention armée contre un pays ou un groupe de pays pour résoudre la crise engendrée par les événements du 11 septembre parce que :



- cette intervention créera davantage de souffrances et de destructions sans résoudre aucunement les problèmes qui en sont à la source; au contraire elle aggravera la pauvreté et l'humiliation des populations affectées

- nous le savons d'expérience, les femmes et les enfants sont toujours les premières victimes des conflits armés avec les populations les plus défavorisées. Déjà la menace d'une intervention militaire des forces de l'OTAN a jeté sur les routes des milliers de citoyennEs afghanEs déjà dramatiquement appauvriEs.

- le gouvernement des États-Unis, appuyés par des alliés inconditionnels, renforcera sa position hégémonique de gendarme du monde, continuera d'imposer son " nouvel ordre mondial " et de s'opposer à ces instruments internationaux indispensables à la paix, au développement durable et au respect des femmes que sont entre autres la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le protocole de Kyoto, le Traité instituant la Cour pénale internationale, la Convention sur les mines anti-personnel;

- l'industrie des armes et les budgets militaires vont croître au détriment des programmes de santé, d'éducation, de sécurité sociale, de protection de l'environnement;

- nombre de gouvernements en profiteront pour alimenter la xénophobie, pour resserrer encore plus leurs frontières s'érigeant ainsi en forteresse contre les immigrantEs et les réfugiéEs, pour mettre en péril et même supprimer les droits civils et les libertés fondamentales en particulier celles des femmes, pour criminaliser tout mouvement d'opposition à la mondialisation néo-libérale et sexiste actuelle;
- elle provoquera le renforcement des dictatures et des intégrismes religieux de tout acabit.

Nous, de la Marche mondiale des femmes :

- exigeons que les coupables des attentats soient identifiés clairement et traduits en justice. Le droit doit prévaloir sur l'esprit de vengeance et sur les justiciers;

- appuyons les voix de plus en plus nombreuses de citoyennEs et de groupes qui, aux États-Unis et ailleurs dans le monde, réclament un changement de cap radical de la politique extérieure américaine;

- demandons que l'ONU joue un rôle beaucoup plus actif pour empêcher toute intervention militaire dans la crise actuelle, mette un terme à toute forme d'intervention, d'agressions ou d'occupations militaires actuellement en cours, garantisse le droit d'asile et assure le droit des personnes réfugiées de retourner dans leur pays d'origine;

- exigeons que tous les pays ratifient et applique la Convention sur les mines anti-personnel;

- affirmons l'urgence de règlements politiques négociés de tous les conflits dans lesquels les femmes doivent être partie prenante;

- exigeons la levée immédiate des embargos et des blocus (Cuba, Irak) qui affectent principalement les femmes et les enfants;

- exigeons l'interdiction totale de la production et de la vente d'armes et exigeons des États de mettre en œuvre des politiques de désarmement en ce qui a trait autant aux armes classiques qu'aux armes nucléaires et biologiques.

Nous, de la Marche mondiale des femmes, proposons la construction longue, patiente et inlassable de la paix, de la justice, de la démocratie et de l'égalité entre les femmes et les hommes comme alternatives aux actes terroristes et aux interventions armées. Nous réitérons notre volonté de vivre dans un monde davantage préoccupé de la sécurité des personnes que de la sécurité des nations et où chaque être humain jouit des mêmes droits et des mêmes libertés quels que soient le sexe, l'origine ethnique, la nationalité, la religion, l'orientation sexuelle. Nous, les femmes de la Marche mondiale nous associons solidairement à toutes ces forces qui, partout sur la planète, sont à l'œuvre pour affirmer " qu'un autre monde est possible " et pour le réaliser...maintenant !

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/rdv pour en obtenir les détails. Vous choisirez alors le pays dans lequel se tient la réunion.

Vendredi 02: ESPANA: VIGO / FRANCE: METZ – ROUEN – CAHORS



Samedi 03: FRANCE: PARIS 11 – ALES - TOURS

Dimanche 04: FRANCE: PARIS 11 – TOURS / NORGE: OSLO

Lundi 05: AUSTRIA: GASTHOF / FRANCE: BAGNOLS – PERIGUEUX – LILLE – PARIS 9-10 – ROUEN – ANNEMASSE – REIMS / ITALIA : MILANO / SVERIGE : ALINGSAS - STOCKHOLM

Mardi 06: DEUTSCHLAND: MUNSTER / ESPANA: MADRID / FRANCE: CHARTRES – PARIS 11 – NANTES – LAVAL – ALES – BRETIGNY SUR ORGE – PARIS 15 – LA TOUR D'AIGUES – JUSSIEU – DOUAI – MARIGNIER / SUISSE-SCHWEIZ : LAUSANNE / SVERIGE : UPPSALA